

Cap SUR LES EnR

Ici, les acteurs de l'énergie
se tournent vers
des solutions durables

☆ Montpellier Méditerranée Métropole

Graphisme : Agence Sennse

Exécution : Pôle Attractivité, Développement Économique et Emploi 11/2025

Illustration : K-Prodz

Impression : Imprimerie Debourg



Sommaire

04

Pourquoi Montpellier ?

12

Vers une filière forte

20

Les grands groupes installés à Montpellier

26

Les entreprises de taille intermédiaire

36

Le soutien aux pépites

40

La recherche et la formation

44

Les pôles de compétitivité et les associations

48

Les institutionnels

POURQUOI MONTPELLIER ?

L'urgence de la transition énergétique

Les énergies renouvelables ont connu un réel essor au cours de ces dernières années. Elles représentaient 22,3% de la consommation finale brute d'énergie en France en 2023, contre 9,3% en 2005. Leur part a ainsi progressé de 13 points en 18 ans.

En dépit des aléas législatifs des derniers mois qui impactent leur développement, la France devra en amplifier le déploiement, la loi « Énergie-Climat » fixant à 33% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie d'ici à 2030.

L'urgence climatique impose en effet d'accélérer la transition énergétique. Dans ce contexte, l'aire montPELLIÉRaine concentre de nombreux acteurs capables de contribuer à cette dynamique. Avec plus de 4 500 emplois directs liés aux énergies renouvelables, elle rassemble sur son territoire les grands acteurs français, un tissu d'entreprises et de startups innovantes, les pôles de compétitivité Derbi-Cemater et Mer Méditerranée, un savoir-faire académique et des acteurs publics et privés mobilisés.

Ainsi, si Paris reste une place centrale, toutes les parties prenantes du cluster économique des EnR sont présentes sur le bassin montPELLIÉRain.



Chaufferie à bois Montpellier ©3M



Éolienne Hérault ©3M



Montpellier, berceau des EnR

Tout a commencé dans les années 90 ! À cette époque, l'éolien n'était qu'expérimental et la France ne disposait d aucun parc raccordé au réseau national. Une toute jeune société montpelliéraise, La Compagnie du Vent, fondée en 1989 par Jean-Michel Germa, s'était donné comme objectif de prouver la faisabilité technique et économique d'un parc éolien connecté au réseau en France métropolitaine.

Ainsi, en 1991, elle posait la toute première éolienne de France à Port-la-Nouvelle (Aude) : de l'électricité issue du vent était injectée dans le réseau national pour la première fois. L'événement a marqué une étape fondatrice du développement de la filière éolienne française.

La même année, naissait également à Montpellier Apex Énergies, une société pionnière du photovoltaïque, qui reste l'un des fleurons du territoire, présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur en intégrant l'ingénierie, la construction le développement, l'exploitation et la maintenance des centrales.

Depuis, la filière montpelliéraise n'a eu de cesse de se développer, à travers Valeco (créée en 1998) ou encore Quadran (créée en 2005, devenue Qair en 2020) fondée par Jean-Marc Bouchet, toutes deux positionnées à la fois sur l'éolien et le photovoltaïque.

En parallèle, un socle scientifique de haut niveau s'est construit autour de l'Université de Montpellier, les écoles d'ingénieurs (Polytech, SupAgro, ENSCM, EPF, etc.), la recherche (CNRS, IRD, etc.) et le pôle de compétitivité Derbi-Cemater, tandis que d'autres pionniers ont à leur tour complété l'offre de la filière. C'est le cas d'Enerip, l'une des toutes premières plateformes de financement participatif dédiées aux installations d'énergie renouvelable, créée à Montpellier en 2014.

Aujourd'hui, la filière compte près de 300 acteurs sur le territoire, dont plus de 170 entreprises : de grands sièges (EDF Power Solutions, Engie Green, TotalEnergies Renouvelables, etc.), des producteurs indépendants et des fournisseurs d'équipements (Elements, Vol-V, etc.). Et fait remarquable, si plusieurs sociétés ont depuis changé de mains, elles ont continué à se développer sur le territoire, leurs créateurs et des membres de leurs équipes s'engageant dans d'autres projets tout aussi innovants et créateurs d'emplois.

Le Business & Innovation Centre (BIC) de Montpellier joue pour sa part un rôle très précieux en accompagnant les start-ups innovantes du secteur, parmi lesquelles des alumni bien connus tels qu'Urbasolar, Sereema et Comwatt.

Cette dynamique entrepreneuriale est une des forces du territoire, jamais contredite.



La concrétisation de la transition énergétique en région Occitanie ©3M



Les pionniers des EnR

Interview croisée de Gilles Leandro, directeur de MGH Energy/Sunti et de Guirec Dufour, directeur de Qair.

Quel regard portez-vous sur le potentiel de Montpellier en matière d'énergies renouvelables ?

Gilles Leandro. Je travaille à Montpellier dans les EnR depuis plus de 20 ans, et mon président, Jean-Michel Germa, depuis plus de 30 ans. Le territoire bénéficie de ressources solaires et éoliennes naturelles considérables. C'est pourquoi de nombreux acteurs se sont installés ici, pour être à proximité des sites à développer et exploiter. Un écosystème s'est développé : bureau d'études, constructeurs, mainteneurs, banques spécialisées, travaillant en France et à l'international. S'ils se sont implantés ici, c'est parce que beaucoup de développeurs se trouvaient déjà dans le secteur. L'écosystème créé permet de monter des projets ambitieux avec des confrères. Comme avec Energies du Sud (Altémed), avec qui nous avons installé des ombraries sur le parking de l'aéroport Montpellier Méditerranée.

Guirec Dufour. Le terrain de jeu est ici formidable : vent, soleil, mer... La métropole est ainsi identifiée comme une plateforme des EnR. Ce qui a une vertu : les salariés qui viennent ici travailler pour une entreprise savent que, en cas de problème avec celle-ci, ils pourront facilement changer d'employeur. Pour Qair, il était évident d'implanter son siège national à Montpellier, dans le quartier Cambacérès, près de la gare TGV Montpellier Sud de France.

Pour attirer des compétences d'un certain niveau, notamment dans les énergies marines, les atouts d'une métropole comme Montpellier s'imposent.

Comment les équipes de la Métropole vous ont-elles accompagné ?

Guirec Dufour. Grâce au cluster créé en 2024, nous pouvons échanger entre pairs sur nos difficultés, nous mobiliser ensemble pour défendre nos intérêts. Il est toujours intéressant d'échanger des points de vue, d'avoir une vision extérieure, surtout quand on a le nez dans le guidon.

Gilles Leandro. De nombreuses formations se développent dans le domaine des EnR et de l'hydrogène. Nous sommes en relation avec le professeur Gilles Taillades (Université de Montpellier), qui est impliqué dans le Master Énergie et dans le programme spécialisé dans l'hydrogène GENHYO (Génération Hydrogène Occitanie). Disposer d'un vivier qualifié localement est essentiel dans un secteur en pleine croissance. Par exemple, sur 20 salariés chez Sunti, 5 sont issus de Polytech Montpellier.

De même, l'événement de septembre Cap sur le Maroc coordonné par la Métropole, a mis en lumière des potentialités sur le marché marocain particulièrement intéressantes.

L'actualité des EnR est chahutée. Quel est votre message à l'occasion d'Energaïa ?

Gilles Leandro. Depuis quelques mois, les EnR sont malmenées. Nous attendons la PPE 3 (Programme de programmation pluriannuelle de l'énergie), un moratoire a été proposé en juin à l'Assemblée nationale, et beaucoup de désinformations circulent sur les EnR, alors qu'elles sont très compétitives face aux énergies fossiles. Face à une menace de ralentissement des EnR, et alors qu'il est temps d'accélérer, nous avons besoin de relais, de forces politiques, qui montrent que les EnR sont la voie d'avenir. Ainsi, nous nous sommes diversifiés vers des activités à l'international et les carburants de synthèse.

Guirec Dufour. Le marché français est instable politiquement. Les décrets prennent deux ans à sortir, la PPE 3 est attendue depuis deux ans, et la moitié de l'Hémicycle est opposée aux EnR. La fin de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) rend le marché de l'électricité très incertain. Ce n'est pas une période favorable, mais ce n'est pas la première fois : nous avons déjà surmonté le moratoire de 2010 ou les ZDE (Zone de Développement Éolien). Et nous sommes toujours là !

Quel regard portez-vous sur ces deux pionniers montpelliérains des EnR, que vous côtoyez toujours, Jean-Michel Germa et Jean-Marc Bouchet ?

Guirec Dufour. Nous nous sommes toujours bien entendus avec l'ex-Compagnie du Vent. Ce sont des 'concurrents amis'. La façon d'aborder les choses par Jean-Michel Germa et Jean-Marc Bouchet a toujours été similaire : pragmatique, agile, en privilégiant des interlocuteurs de confiance, avec qui on n'est pas obligés de signer des contrats de 800 pages pour arriver à faire des choses ensemble (sourire).

Gilles Leandro. C'est grâce à eux que les EnR se sont développées dans les années 90 en France. Ces pionniers ont cru dans cette énergie alors naissante. L'actualité leur donne raison. Leur parcours suit l'évolution du secteur : d'abord sur l'éolien, puis le virage du solaire. Aujourd'hui, Qair est davantage positionné sur l'hydrogène, tandis que MGH Energy mise sur ses dérivés. Jean-Michel Germa et Jean-Marc Bouchet gardent ce temps d'avance. C'est très motivant de travailler avec ces entrepreneurs visionnaires, qui ont gardé le cap et leurs convictions. Même dans les périodes difficiles, la même force les anime pour continuer à tenir la barre.

Les atouts de la filière sur le territoire

Si l'aire montpelliéenne est devenue un berceau des EnR, les raisons ne manquent pas. À commencer par ses particularités naturelles et climatiques. Elle dispose d'un des meilleurs gisements solaires de France, bénéficiant de plus de 2 700 heures d'ensoleillement par an, soit l'un des niveaux les plus élevés d'Europe.

Mais, si son territoire est idéal pour le photovoltaïque (toitures, ombrières, centrales au sol) et le solaire thermique (eau chaude sanitaire, réseaux de chaleur), il possède également un potentiel lié à la tramontane et au mistral, et présente des conditions favorables au développement de la géothermie. Un atout rare en zone méditerranéenne urbanisée.

Au-delà de la géographie, la Métropole de Montpellier a développé des outils favorisant son propre potentiel ENR : un Plan Climat Énergie local adopté dès les années 2000 bien avant l'obligation nationale, poursuivi aujourd'hui par un Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire visant la neutralité carbone en 2050, un Plan Solaire 2050 avec cadastre solaire, ainsi qu'un Schéma directeur des énergies.

Preuve d'une culture des énergies renouvelables, de nombreux démonstrateurs technologiques ont été ou sont testés par des acteurs de l'aire montpelliéenne.



Le territoire abrite ainsi nombre de bâtiments à énergie positive et, parmi eux, le groupe scolaire Jacques Chirac à Castelnau-le-Lez, l'immeuble Le Liner à Pérols, alimenté en géothermie sur sonde. Une centrale géothermique sur nappe a, en outre, été inaugurée en mai 2024 dans le quartier d'affaires Cambacérés, qui alimente la gare Montpellier Sud-de-France et la Halle de l'Innovation.

La même année, à l'issue de l'appel à projets Demo-Tase (développement de briques technologiques et démonstrateurs pour les systèmes énergétiques) du plan d'investissement France 2030, la société montpelliéenne SolarinBlue a obtenu un financement de 6 M€ pour installer dans le port de Sète un parc solaire offshore.

Ce foisonnement industriel a été accompagné, en partenariat avec les acteurs locaux, marque de fabrique du fonctionnement des écosystèmes locaux. Pour aller encore plus loin, la Métropole a lancé les Rencontres des EnR, dont la première édition s'est tenue en 2024. A cette occasion ont été posées les bases de la création du cluster des ENR, qui a été officialisé quelques mois plus tard lors du salon Energäa de décembre 2024.





Vue aérienne : Montpellier s'est dotée d'un cadastre solaire ©3M



L'énergie du sous-sol irrigue le quartier Cambacérès ©3M

VERS UNE FILIÈRE FORTE

Un cluster des EnR pour accompagner la filière

annoncé fin 2024 au salon Energaïa et structuré en 2025, le cluster des EnR vise à réunir et à animer la filière locale quelques soient les énergies (éolien, solaire, biomasse, géothermie, etc) et sur l'ensemble de la chaîne de valeur : développement, production, stockage, pilotage, sobriété, recyclage. Une action en réponse au principe : « Seul on va vite ; ensemble on va plus loin »

Co-construit avec l'ensemble des acteurs de la filière, il s'articule autour de quatre axes : agir en matière d'emploi et de compétences, pour répondre aux besoins des entreprises ; mettre en valeur les innovations qui se font jour sur le territoire ; s'emparer des enjeux réglementaires locaux et nationaux, pour accélérer la réalisation des projets ; et faire rayonner l'écosystème pour accroître son attractivité.

Chaque axe est coordonné à travers un groupe de travail chargé d'accompagner sa mise en œuvre (voir pages 14-15). Le cluster des EnR, structure souple et agile, stimule davantage les coopérations entre les entreprises, les laboratoires de recherche, les établissements d'enseignement et les acteurs publics.

Depuis l'été 2025, une Charte d'engagement des acteurs des EnR a permis de formaliser l'implication de chacun dans le cluster des EnR. Sa mise en place était attendue par les professionnels de la filière et près de 40 acteurs l'ont déjà signée.

D'autres acteurs économiques manifestent leur soutien à cette dynamique, à l'instar du Medef Hérault Montpellier qui a mis en place un Cercle EnR. Son objectif : participer aux actions de lobbying et donner du poids aux acteurs de la filière pour lever les freins juridiques ou réglementaires en facilitant les échanges entre entreprises et pouvoirs publics. Une belle complémentarité dans les champs d'action de chacun !



Des groupes de travail pour

Les groupes de travail sont tous issus d'une réflexion qui a associé l'ensemble des acteurs de la filière EnR. Ils sont au nombre de quatre : Formation et Compétences, Territoire démonstrateur et innovant, Enjeux réglementaires, Attractivité et Rayonnement. Présentation.

LE GROUPE DE TRAVAIL FORMATION ET COMPÉTENCE

Missions :

- ◆ de développer l'attractivité des métiers de la filière EnR et leur féminisation,
- ◆ de collaborer à l'élaboration de parcours métiers adaptés aux besoins présents et futurs de la filière EnR (initiale, continue, reconversion),
- ◆ de soutenir les campus, écoles, CFA et favoriser l'émergence de modules spécialisés autour des métiers des EnR,
- ◆ de participer à la montée en compétences des publics locaux via la formation, l'alternance et l'insertion,
- ◆ de contribuer activement à la création d'emplois directs et indirects sur le territoire.

Coordonné par Saada Dahmani, directrice de France Travail Montpellier Mas de Grille.

LE GROUPE DE TRAVAIL TERRITOIRE DÉMONSTRATEUR ET INNOVANT

Missions :

- ◆ d'initier la mise en œuvre de projets pilotes, en lien avec l'ADN numérique du territoire,
- ◆ de collaborer avec les acteurs académiques, scientifiques et technologiques pour développer des solutions innovantes,
- ◆ de soutenir des projets de recherche appliquée, d'expérimentation et de démonstration sur le territoire,
- ◆ d'accompagner le développement de startups innovantes sur le territoire.

Coordonné par Yannick Fuchey, Digital Centers Competency Manager & Occitanie Ecosystem Manager SLB.

structurer et animer

LE GROUPE DE TRAVAIL ENJEUX RÈGLEMENTAIRES

Missions :

- ◆ d'identifier collectivement les freins administratifs ou normatifs au déploiement des projets industriels EnR,
- ◆ de travailler avec les collectivités, l'État, les institutions concernées et les organisations professionnelles pour simplifier, expérimenter ou adapter les cadres réglementaires,
- ◆ de soutenir l'émergence de dispositifs d'accompagnement locaux (permis d'innover, appels à manifestation d'intérêt, zonages prioritaires, etc.),
- ◆ d'intégrer les enjeux d'aménagement du territoire et de planification énergétique dans les démarches d'urbanisme.

Ce groupe a un double champ d'action, local et national.

Coordonné par Stéphane Bozzarelli, président délégué de Derbi-Cemater, et par Anna Rosique, TotalEnergies, directrice adjointe à la transformation chez Total Énergies Renouvelables.

LE GROUPE DE TRAVAIL ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

Missions :

- ◆ de valoriser les EnR sur le territoire,
- ◆ de s'inscrire dans la dynamique de tous les acteurs de la chaîne de valeur au plan local comme régional,
- ◆ de promouvoir la localisation, relocalisation et développement de segments stratégiques de la filière,
- ◆ de promouvoir les atouts du territoire pour l'accueil d'emplois endogènes, de nouvelles entreprises, d'investisseurs et de talents dans le domaine des EnR,
- ◆ de contribuer à la visibilité des réussites locales, via un ambassadorat actif en participant à des salons, événements, publications et réseaux professionnels,
- ◆ de collaborer avec les élus du territoire pour porter les enjeux de la filière à un niveau régional et national.

Coordonné par Virginie Monnier Mangue, directrice déléguée d'Enedis Languedoc-Roussillon.

Une charte d'engagement pour fédérer

Dévoilée le 10 juillet 2025 lors des 2^{èmes} Rencontres des EnR, la Charte d'Engagement des acteurs des EnR formalise leur ambition d'accélérer ensemble la transition énergétique du territoire, tout en garantissant la concertation locale, la qualité environnementale et la création d'emplois non délocalisables.

En 2025, la transition énergétique est une nécessité et un levier majeur pour répondre aux défis climatiques, environnementaux et sociaux. La Charte d'Engagement des acteurs des EnR encourage et formalise le développement des ENR sur le territoire. Elle participe également au renforcement de l'attractivité de l'écosystème des EnR du territoire, en stimulant des partenariats solides et une dynamique de coopération ouverte.

Un comité de pilotage partenarial assure son suivi et la coordination des actions engagées sur les quatre axes portés par les groupes de travail : Formation et Compétences, Territoire démonstrateur et innovant, Enjeux réglementaires et Attractivité et Rayonnement. (voir pages 14-15).

Un bilan partagé est dressé chaque année pour mesurer les avancées, ajuster les priorités et intégrer de nouveaux partenaires.

La charte reste évolutive : elle pourra être révisée pour intégrer de nouveaux axes ou partenaires, selon les dynamiques enclenchées sur le territoire.

Fin 2025, elle rassemble 35 signataires, tant de grands acteurs nationaux (EDF Power Solutions, Engie Green, TotalEnergies Renouvelables, etc.) que des producteurs indépendants et des fournisseurs d'équipements (Qair, Soper, Urbasolar Valeco, etc.), ainsi que le groupe Caisse des Dépôts, France Travail, GRDF, le pôle de compétitivité Derbi-Cemater, l'UIMM, la French Tech Méditerranée, etc.

Ils ont signé la charte d'engagement :

BIOTOPE	NOTUS
CAISSE DES DÉPÔTS GROUPE	OMEXOM
CELSIUS ENERGY	POLYTECH MONTPELLIER
CEMATER	QAIR
DERBI-CEMATER	SIANSE
EDF	SIREOS
EDF RENOUVELABLES	SOPER
ENEDIS	SLB
ÉNERGIES DU SUD BY ALTEMED	SUN R
ENGIE	SUNTI
EPF	SWEEN
FRANCE TRAVAIL	TERINOV
GRDF	TOTALENERGIES
LA FRENCH TECH MED	UIMM
LOOKUP	URBASOLAR
MAÏA ÉNERGIE	VALECO
MGH ENERGY	VALECO ENBW
	WATTEOS



Des temps forts annuels pour partager

Cent participants lors de la première édition, cent cinquante lors de la suivante. Lancées en 2024, les Rencontres des EnR sont devenues en deux ans le rendez-vous des professionnels du territoire. La première, organisée le 20 juin 2024 à la Halle de l'Innovation, a posé les fondations de la démarche collective, en définissant un cadre de structuration de la filière.

Grâce à ces premières rencontres, le coup d'envoi de la co-construction de la stratégie de développement de la filière a pu être donné en s'appuyant sur un diagnostic et des ambitions partagées entre tous les acteurs.

Ce furent les prémisses de la création du cluster des EnR, et l'occasion d'annoncer un nouveau dispositif d'incubation, tandis qu'baptisé Henera, programme d'accompagnement pour jeunes entreprises innovantes dans les énergies décarbonées (voir page 33),

En décembre 2025, lors du salon Energiaïa, le lancement du Cluster des EnR fut formalisé devant un large panel de représentants de la

filière. Le Cluster repose sur un travail collectif organisé en groupes de travail visant à réfléchir, ensemble, aux principaux enjeux de la filière. Chaque groupe de travail se concentre sur une thématique précise et permet de valider les orientations et les actions à mener pour soutenir le développement des EnR sur le territoire.

Les deuxièmes Rencontres, qui se sont tenues le 10 juillet 2025 à la Halle de l'Innovation, ont ancré l'événement dans l'agenda événementiel montpelliérain. Une première séquence a ouvert la réflexion aux enjeux de mix énergétique et mis en lumière la géothermie, source d'énergie majeure et prometteuse. Des intervenants de haut rang, chercheurs et entrepreneurs, ont pu présenter les caractéristiques et le potentiel de la géothermie, en s'appuyant sur des cas d'usages avérés et des champs d'études concrets, en France... et à Montpellier.

Elles ont aussi permis de dresser un premier bilan de travaux. Les groupes de travail ont été présentés et la Charte d'Engagement a été dévoilée et a fait l'objet d'une signature collective (voir page 16).



*Nous avons choisi
Montpellier comme deuxième base
pour développer nos projets.*

Philippe Lesoil, directeur général de Maïa Énergie qui conçoit et réalise des installations géothermiques



La Halle de l'innovation (quartier Cambacérès) accueille les rencontres des ENR @3M

Energaïa, rdv professionnel annuel incontournable

Près de 22 000 participants en 2024, marquant une hausse record de fréquentation de 32 % ! Le forum Energaïa, qui se tient chaque année en décembre au Parc des Expositions de Montpellier, s'impose comme le rendez-vous professionnel national et international des acteurs de la transition énergétique. Le nombre d'exposants a d'ailleurs plus que doublé au cours de ces trois dernières éditions.

Ayant lieu sur le territoire de la Métropole de Montpellier, et porté par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Energaïa est en effet l'événement où se tenir informé des dernières tendances, réglementations, technologies et retours d'expérience dans les EnR. C'est le lieu où donner de la visibilité, à son entreprise, ses produits, ses innovations et le forum permet d'y rencontrer des partenaires, clients, fournisseurs, voire de nouer de nouvelles collaborations.

Lieu de réseautage de premier plan, Energaïa ouvre aussi les débats sur les politiques publiques de transition énergétique, ce qui est utile pour les collectivités et les entreprises stratégiques. Cette année, de nouveau, il propose un programme particulièrement dense avec de nombreuses tables rondes, portant notamment sur «les actualités des filières solaires : à quoi s'attendre pour 2026 ?»

«intelligence artificielle et EnR», la «stratégie de diversification des revenus du producteur» et des «retours d'expérience concrets sur les centrales de stockage». Il sera également question d'hydrogène vert.

En outre, Energaïa traite aussi cette année de la convergence des filières : gaz verts, hydrogène et solaire thermique : trois maillons d'un même système énergétique. «Découvrez comment ces filières s'articulent pour renforcer la résilience, la flexibilité et la décarbonation du mix français», est-il annoncé.

Le cœur battant des ENR résonne à Energaïa, où l'ensemble des acteurs français et du monde entier se retrouvent pendant deux jours d'échanges, d'entreprenariat et de projets futurs...





Montpellier renforce chaque année sa place au salon ENERGAIA ©3M



LES GRANDS GROUPES INSTALLÉS À MONTPELLIER

EDF, acteur clé de la décarbonation

Alors que la France produit déjà une électricité à plus de 95 % décarbonée et l'Occitanie à 99 %, le défi ne réside plus tant dans la production que dans les usages. « Nous produisons une énergie propre, mais les consommations restent encore trop largement carbonées. Il faut aider les territoires à consommer une énergie décarbonée, de manière raisonnée et maîtrisée », explique Bastien Toulemonde, directeur de l'action régionale du groupe EDF en Occitanie.

Cette logique repose sur deux priorités : réduire la consommation d'énergie et favoriser l'utilisation d'énergie décarbonée. Pour y parvenir, EDF met à disposition des aménageurs et des utilisateurs d'énergie des compétences et des moyens pour décarboner leurs usages.

En Occitanie, cette stratégie se traduit, notamment, par des projets de chaleur renouvelable. Via sa filiale Dalkia, spécialisée dans les services énergétiques, EDF pilote deux réseaux de thalassothermie exploitant l'eau de mer pour produire du chaud et du froid. À La Grande-Motte (Hérault), le futur réseau alimentera plus de 3 000 logements et tous les bâtiments publics. « Ce projet permettra de réduire la facture énergétique de 5 % et d'éviter 1 800 tonnes de CO₂ par an », détaille Bastien Toulemonde.

À Sète (Hérault), un second réseau mis en service en 2023 évite l'émission de 4 600 tonnes de CO₂ par an. Sur le volet électrique, EDF optimise le fonctionnement de ses parcs de production et continue de développer de nouveaux projets, tout en veillant à la préservation de la biodiversité.

Au-delà de ces actions, l'entreprise mise également sur la coopération entre les différents acteurs et les institutions pour soutenir le développement de cette filière stratégique pour le territoire. « Il faut travailler ensemble, anticiper, échanger avec les régulateurs, les gestionnaires de réseau, les associations... C'est une logique de filière avant d'être une logique de groupe », rappelle Bastien Toulemonde. Cela s'est traduit notamment par l'implication du groupe EDF dans la création du dispositif d'incubation Henera à Montpellier, dont il est l'un des trois partenaires fondateurs (voir page 33).



Réseau de thalassothermie Mottez ©EDE



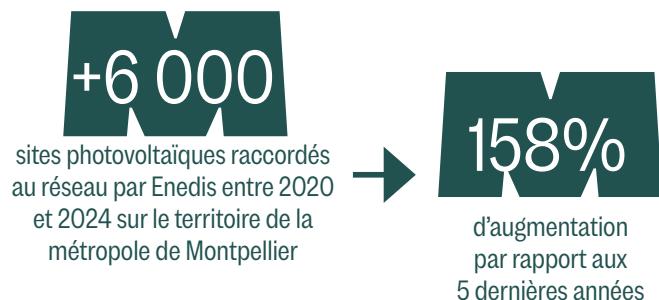
Enedis, maillon indispensable de la transition énergétique

Acteur clé de la transition énergétique, Enedis investit 223 M€ sur la seule année pour moderniser le réseau du territoire de l'ex-Languedoc-Roussillon, renforcer sa résilience face au changement climatique et soutenir l'électrification croissante des usages.

Employeur majeur du territoire avec 1 500 salariés et plus de 720 emplois indirects dans les départements du littoral de l'Occitanie Ouest, Enedis joue un rôle central dans le développement des énergies renouvelables : 90 % des installations d'EnR sont raccordées à son réseau. Pour accompagner cette dynamique, l'entreprise a créé à Montpellier une agence Transition Énergétique, dédiée à l'accompagnement des porteurs de projets et une équipe spécialisée dans l'autoconsommation collective, au service des collectivités et des acteurs locaux.

« Nous disposons d'une expertise 360° à Montpellier, producteur ENR, numérique et gestionnaire de réseau », résume Virginie Monnier Mangue, directrice régionale déléguée d'Enedis Languedoc-Roussillon, qui s'implique dans la dynamique collective du territoire en coordonnant le groupe de travail Attractivité et Rayonnement (voir page 15). « Nous avons tout pour réussir à Montpellier, car on y trouve toutes les compétences de la chaîne de valeur. L'enjeu de demain c'est le pilotage des EnR, ce qui requiert des solutions nouvelles. »

Or, le territoire de Montpellier est propice au développement d'innovations. *« Il est le berceau des EnR. Y sont installés tous les acteurs historiques de l'éolien et du photovoltaïque. En outre, c'est ici que ces entreprises ont basé leur R&D, leurs centres de conduite et d'exploitation. C'est un atout. Le deuxième, c'est la présence d'un tissu d'entreprises innovantes en numérique. Et, troisième atout, les acteurs du territoire ont la capacité à travailler ensemble. C'est une particularité du territoire », souligne Virginie Monnier Mangue, qui conclut : « C'est ici que les technologies de demain doivent s'inventer. »*



@Enedis

Engie, acteur clé du mix énergétique sur le territoire

Anciennement GDF Suez, Engie déploie un large éventail d'activités couvrant l'ensemble du mix énergétique : distribution et vente de gaz aux collectivités locales, production d'électricité renouvelable, développement de la biomasse, de la géothermie et de l'hydrogène. C'est sur deux entités phares que le groupe s'appuie en Occitanie.

Ocean Winds, coentreprise dédiée à l'éolien en mer, pilote de grandes réalisations, dont le projet EGL au large de Leucate, et lauréate du récent appel d'offres AO6. D'ici 2031, une quinzaine d'éoliennes y produiront de l'électricité bas carbone. La Shem (Société Hydro-Électrique du Midi), autre fleuron du groupe, gère pour sa part plusieurs barrages dans les Pyrénées, contribuant à la régulation hydraulique et à la production d'énergie verte.

Sur le territoire de Montpellier, Engie rassemble près de 550 collaborateurs, dont 220 sont regroupés au sein d'**Engie Green, basée au cœur du quartier de Cambacérès**, où se concentrent plusieurs acteurs clés de la filières EnR montpelliéraise. Et si ces équipes rayonnent à l'échelle nationale, elles concentrent une part importante des compétences du groupe dans l'éolien et le photovoltaïque.

« Les énergies renouvelables constituent un marqueur du territoire, comme le vin à Bordeaux ou l'aéronautique à Toulouse », souligne Jean-Jacques Bascoul, directeur délégué d'Engie pour la région et dont le groupe s'inscrit dans le Cluster des énergies renouvelables. Selon lui, « la biomasse et la géothermie sont de bons compléments aux énergies renouvelables ».

Et il conclut : « Nous essayons d'être acteurs sur l'hydrogène. L'électricité, on ne sait pas la stocker. Avec une électrolyse, on la transforme en hydrogène qu'on sait stocker. »



Jean-Jacques Bascoul ©Engie





TotalEnergies Renouvelables une présence incontournable

Installées depuis 2019 dans 1 500 m² de bureaux à Lattes, aux portes de Montpellier, les équipes de TotalEnergies Renouvelables France comptent 130 personnes sur le territoire.

Se trouve sur place le centre opérationnel de contrôle, depuis lequel sont supervisées toutes les installations renouvelables de l'énergéticien en France.

« Les effectifs sont très diplômés, sur des profils variés : ingénieurs, juristes, financiers, experts fonciers, aménageurs, etc. Les projets EnR sont complexes à monter et requièrent une multiexpertise », précise Sylvain Panas, directeur de TotalEnergies en Occitanie.

À Montpellier, la montée en puissance a été rapide : 20 salariés en 2019, 80 en 2022, 130 aujourd'hui. Pourquoi avoir choisi ce territoire ? « Montpellier a été une terre de pionniers des EnR. Il y a du soleil et du vent, le territoire est devenu un nœud névralgique pour les EnR, avec une concentration d'acteurs, entraînant dans leur sillage des bureaux d'études techniques et environnementaux, des sous-traitants et des opérateurs », explique le directeur.

La filière s'étant structurée ici, TotalEnergies Renouvelables y trouve toutes les compétences requises. Des formations dédiées sont proposées à Polytech ou encore à la Faculté de Chimie.

« Le Master EnR / Transition énergétique forme des chefs de projet, que nous accueillons en stage chez nous », observe Sylvain Panas qui ajoute : « Pour un couple de jeunes diplômés qui regarde la carte de France, la destination Montpellier coche toutes les cases, en termes de qualité de vie. »

Il se félicite de la création du cluster des EnR, de l'amplitude internationale prise par Energaïa et du succès rencontré par les deux premières Rencontres EnR « devenues incontournables », dit-il.

Un cap est, pour lui, également donné à l'export. « Beaucoup de compétences fortes se trouvent ici. Or, beaucoup de pays ont besoin de développer des énergies renouvelables, en Méditerranée et en Europe, et ils n'ont pas forcément nos atouts et expertises », conclut Sylvain Panas.





PVS34 Servian ©TotalEnergies



PVS34 ©TotalEnergies

LES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE

La Montpelliéraise Elements à la conquête de l'Europe

À Montpellier, Elements célèbre ses dix ans d'existence. Fondée en 2015 par Pierre-Alexandre Cichostepski et Loïc Chazalet, l'entreprise cultive une approche multi-énergies (hydroélectricité, solaire, éolien et stockage). Avec 110 collaborateurs, Elements dispose d'un portefeuille de 2,2 GW de projets en développement, dont 100 MW en construction ou en exploitation. En 2025, la société a inauguré plusieurs parcs photovoltaïques : à Graulhet (81 - 2,6MWc), Ortaffa (66 - 2,376 MWc), Castelnau-d'Aude (11 - 4,27 MWc) et Castres-Gironde (33 - 4,13 MWc), pour une puissance totale de 10 MWc. D'autres chantiers se poursuivent, notamment un projet de photovoltaïque flottant de 50 MWc en préconstruction dans la Nièvre. « *Nous passons à présent à une nouvelle échelle, avec des parcs plus importants et des projets de stockage* », confie Sarah Tézenas du Montcel, responsable de la communication d'Elements.

En 2025, Elements a clôturé le remboursement de son opération participative "Swell" pour 6 M€, conduite avec Enerfip. Pionnière de ce type de financement, Elements aura levé plus de 22 M€ permettant de financer 30 projets pour une puissance cumulée de 260 MW.

Aujourd'hui, l'entreprise lance une nouvelle levée de fonds participative de 5 M€, afin de soutenir son expansion en Europe. « *Les fonds collectés permettront de financer sept projets photovoltaïques, répartis entre la France (4 projets) et l'Italie (3 projets) pour une puissance totale de 122 MWc* », glisse Sarah Tézenas du Montcel.

Comme les autres acteurs du territoire, Elements s'implique dans le cluster des énergies renouvelables. « *Nous avons besoin de travailler ensemble, de partager nos problématiques et de faire entendre notre voix auprès des institutions* », explique Sarah Tézenas du Montcel qui conclut : « *Toulouse a l'aéronautique ; à Montpellier, nous avons la plus forte concentration d'entreprises d'énergies renouvelables.* »



Saint-Félix-d'Avall ©Elements



Enerfip, leader européen du financement participatif

Donner aux citoyens la possibilité d'orienter directement leur épargne vers la transition énergétique, de manière transparente et responsable : c'est la mission qu'Enerfip s'assigne depuis sa création en 2014.

Fondée par Julien Hostache, son président, Léo Lemordant, Sébastien Jamme et Édouard Dischamps, la plateforme de financement participatif des projets EnR fut l'une des toutes premières à voir le jour en France. Agréée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en tant que Prestataire Européen de Services de Financement Participatif (PSFP), elle est désormais leader européen de son secteur, en raison de la qualité des projets qu'elle sélectionne parmi ceux qu'elle reçoit.

Enerfip propose alors aux citoyens désireux de placer leur épargne dans des projets concrets, avec un impact environnemental positif, divers types d'instruments financiers : obligations simples, prise de participation (capital), co-investissements, etc.

Elle leur donne, en outre, la possibilité de choisir les projets selon le type d'énergie (solaire, éolien, hydro, biomasse, mix énergétique, stockage, etc.) ou selon la localisation géographique. Voilà comment les ombrières photovoltaïques du Palais des Sports de Castelnau-le-Lez, posées en 2023, ont été financées en totalité par des habitants de la métropole, dans le but d'alimenter des bâtiments publics de la commune.



Depuis, elle continue de se développer. Suite au rachat de la totalité des parts que possédait le Crédit Agricole dans l'entreprise, Enerfip est devenue « la seule plateforme 100 % détenue par ses fondateurs et ses 55 salariés », se félicite Julien Hostache, un ancien de Valeco.

En 2024, la collecte de la plateforme a atteint près de 160 M€, un record atteint deux ans après la création d'Enerfip International, la société dédiée au développement à l'international.

« Dans les EnR, tout ne se passe pas à Paris », résume Julien Hostache qui conclut : « Nous avons une particularité dans les Fintechs. Nous n'avons jamais couru après le statut de licorne. »

Si Paris est la place financière n°1 en France dans le domaine des EnR, le territoire de Montpellier est ensuite l'endroit idéal pour développer le financement de ses projets EnR.



Équipe Enerfip ©Enerfip

Notus Energy rayonne depuis Montpellier

« Nous concevons, finançons et exploitons des parcs solaires et éoliens », résume Heinrich Lieser, président de Notus Energy France. Le groupe, fondé en 2001 à Potsdam (Allemagne), emploie près de 500 personnes dans le monde, dont 45 en France. Implanté à Montpellier depuis 2021, Notus Energy pilote depuis le Sud la majeure partie de ses projets photovoltaïques et agrivoltaïques en France.

La capitale héraultaise, devenue « centre de compétences pour le photovoltaïque et l'agrivoltaïque », concentre des équipes techniques, des chefs de projet, des cartographes et des développeurs territoriaux. « Ici, nous avons le savoir-faire », souligne le dirigeant. Également présent à Paris, Nantes, Bordeaux, Dijon et Toulouse, le groupe prévoit d'élargir ses activités « vers le Sud-Est, avec une antenne à Cannes », précise-t-il.

« Il faut cinq à six ans entre la prospection et la mise en service d'un projet photovoltaïque », rappelle Heinrich Lieser. En Occitanie, ces projets sont notamment menés en Ariège, dans le Lot, le Tarn-et-Garonne ou l'Aude, souvent en agrivoltaïsme, sur « 20 à 30 hectares, parfois 50 ». Des discussions sont en cours autour du canal du Midi.

En parallèle, Notus Energy avance sur le volet éolien. Depuis 2023, ses équipes œuvrent à la réalisation d'un parc à Pipriac (Ille-et-Vilaine) où l'unique éolienne permettra de produire 13 GWh par an.

Depuis son arrivée en France, le groupe a investi 60 M€. Le choix de Montpellier tient aussi à son environnement. « Ville jeune, bien connectée, entre mer et montagne : tout ce qu'il nous faut est ici », partage le président qui souligne la présence d'écoles et une vraie

dynamique de recrutement. L'entreprise a d'ailleurs signé la Charte d'engagement des acteurs de la filière énergies renouvelables.



Solarpark ©Notus Energy



Qair, une âme d'éternel pionnier

Hydrogène, énergies solaire, éolienne et marine : l'énergéticien indépendant du renouvelable Qair, présidé par Jean-Marc Bouchet, développe depuis Montpellier des solutions multitechnologiques et innovantes. Ses experts en management de l'énergie conçoivent aussi des solutions sur mesure - systèmes de stockage d'énergie par batterie, contrats d'achat direct d'électricité.

Dans le quartier Cambacérés où il est installé, Qair compte une centaine de salariés, sur les 200 qu'il emploie en France, et 700 au niveau international. Une dizaine de nationalités différentes s'y côtoient : Australiens, Marocains, Iraniens, Allemands, etc.

Figure dans ses très gros chantiers actuels l'équipement des éoliennes en mer flottantes du projet Eolmed, dans l'Aude, et leur raccordement au réseau. « *C'est l'aboutissement de dix ans de travail acharné. Le projet a connu le Covid 19, l'impact de la guerre en Ukraine avec l'inflation qui a suivi, etc. Résultat : nous avons répondu à l'appel d'offres en 2015, et passé les commandes en 2022 ! Les projets EnR demandent de la persévérance* », note Guirec Dufour, Directeur Général de Qair.

Le territoire de Montpellier et celui de l'Occitanie constituent le laboratoire du groupe. « *Nous nous permettons de porter ici des projets innovants, notamment sur l'éolien flottant et la production d'hydrogène décarboné, le contexte d'accompagnement amortissant une partie des risques pris* », glisse-t-il.

L'une des forces de Qair réside dans son approche multiénergies et multigéographique et l'esprit pionnier insufflé par Jean-Marc Bouchet est toujours bien présent.

« *J'ai commencé à travailler avec lui en 2008. J'étais son quatrième employé ! C'est un incroyable entrepreneur, visionnaire sur les EnR, capable de faire confiance, de prendre des risques, et d'acter une décision à la machine à café. Cela permet d'aller très vite, d'avoir une agilité, ce qui a sauvé Qair plus d'une fois* », salut Guirec Dufour.

Qair réalise un chiffre d'affaires de 200 M€, avec 1,5 GW en exploitation, 500 MW en construction et un objectif de 3 GW en 2027.



France Offshore Eolmed - Levage top tower flotteur 3 ©Qair

Sunti et MGH Energy, pépites du groupe Soper

Toutes deux filiales de la holding Soper, MGH Energy et Sunti (40 salariés à Pérols et 10 à Paris au total), présidées par Jean-Michel Germa et dirigées par Gilles Leandro, sont positionnées sur deux activités distinctes : le solaire, essentiellement en France, pour Sunti et les carburants de synthèse, qui émergeront à partir de 2030, pour MGH Energy.

Sunti affiche « *65 MW de permis obtenus et 500 MW de foncier sécurisé, en phase d'études. L'activité se développe significativement depuis cinq ans* », souligne Gilles Leandro. Encore jeune, la société affiche néanmoins « *deux références en Occitanie, l'une près de Perpignan et l'autre à Vestric-et-Candiac, dans le Gard* ».

MGH Energy porte, quant à elle, un ambitieux projet de production de carburants de synthèse (e-fuel ou électro-carburants) à partir de l'électrolyse de l'eau.

Porté avec le pétrolier marocain Petrom, via une joint-venture, le projet de production de carburants de synthèse est en cours d'étude au Sud du Maroc, dans la région de Dakhla-Oued Eddahab, pour produire 500 000 tonnes par an de carburants verts sur 30 000 hectares de zone désertique au Sahara, avec l'ambition de démarrer en 2030.

Le projet englobe des briques technologiques de production solaire et éolienne (2 GW) et de production d'hydrogène (1 GW), et une usine de production de carburant de synthèse. L'investissement, colossal, est chiffré à 5 Md€. Les marchés ciblés sont les transports aérien et maritime (navires gros porteurs), qui sont « *difficilement décarbonables à travers l'électrification* », explique Gilles Leandro.

Dans le cadre du cluster des EnR, MGH Energy et Sunti s'impliquent tout particulièrement sur la formation. « *Il s'agit d'identifier les postes de demain. Par exemple, le développement de l'hydrogène suppose de savoir construire des unités d'électrolyse de l'eau pour produire de l'énergie, et travailler sur les procédés des unités de carburants de synthèse. Ce sont des métiers très techniques, très spécifiques, avec des formations adaptées à mettre en place* », conclut Gilles Leandro.



Depuis Montpellier, Urbasolar investit l'Europe

Créée à Montpellier en 2006, Urbasolar (500 salariés), spécialisée dans la conception, la construction et l'exploitation de centrales solaires, s'impose comme l'un des leaders du photovoltaïque en France et en Europe. Aujourd'hui, l'entreprise gère un parc conséquent.

« Cinquante nouveaux chantiers sont lancés chaque année, soit l'équivalent de 400 mégawatts installés par an. Plus d'une soixantaine de projets sont actuellement en cours dans l'Hexagone, mais aussi en Espagne, en Italie, en Allemagne et en Pologne », dépeint Antoine Millioud, président d'Urbasolar.

À l'international, Urbasolar franchit une nouvelle étape : un projet de 200 MW sera mis en service au premier trimestre 2026 dans le nord-ouest de l'Espagne. En outre, sept chantiers ont été ouverts en Italie, et trois en Allemagne. *« Nous sommes dans une phase où nous commençons à récolter les fruits de nos efforts de développement chez nos voisins européens »,* se félicite le dirigeant.

L'entreprise héraultaise entend aussi jouer un rôle au niveau local. L'écosystème montpelliérain, marqué par une forte densité d'acteurs des énergies renouvelables, offre un potentiel encore peu exploité. *« Le cluster des*

énergies renouvelables va permettre de faciliter les échanges entre les différentes entreprises. Le territoire a les atouts pour bâtir un véritable écosystème », estime Antoine Millioud.

Ingénierie, juridique, financement, gestion d'actifs, etc.Urbasolar maîtrise l'ensemble de la chaîne de valeur du solaire, de la prospection foncière à l'exploitation des centrales. *« C'est une stratégie qui nous permet d'agir à chaque étape de la vie d'un projet, que ce soit pour notre propre portefeuille ou pour des investisseurs tiers »,* précise Antoine Millioud. Restée fidèle à son ancrage régional, l'entreprise a maintenu son siège social dans la capitale héraultaise, même après son acquisition par l'énergéticien suisse Axpo, en 2019.





CS Caveirac ©Urbasolar



PRD Beauvais ©Urbasolar

Valeco, pionnier des EnR et moteur de l'agrivoltaïsme

Créé en 1995 à Montpellier, le producteur d'énergies renouvelables Valeco est l'un des pionniers de EnR en France. Quatrième employeur dans l'éolien en Occitanie, la société passée dans le giron du groupe allemand EnBW a conçu et installé en 2008 la toute première centrale solaire au sol de France. C'était à Lunel.

Valeco, dont l'effectif a crû de près de 40 collaborateurs par an depuis 2021, emploie désormais 350 personnes et exploite une puissance installée de 1 Gw, dont 704 Mw d'éolien, soit l'équivalent d'une tranche nucléaire, et elle pèse 10 % de la production d'énergie solaire et éolienne de l'Occitanie, soit 7,8 Gwh.

L'entreprise qui a fêté ses 30 ans en mai dernier continue sa progression. Elle porte 1,1 Gw de projets autorisés, dotés d'un permis, à construire dans les trois années à venir. « *Notre objectif est d'être à 3Gw en 2032* », précise François Daumard, son CEO qui a, en complément, un portefeuille de 5 Gw en développement pour les 10 ans à venir.

Signataire de la charte des EnR du territoire, Valeco fait aussi partie des leaders de l'agrivoltaïsme en France avec trois projets pilotes construits, l'un en ovins, l'autre en bovins et équins et le troisième en volaille, menés en concertation avec les chambres d'agriculture et l'INRAE. Aujourd'hui, Valeco lance la construction d'une des plus grandes centrales agrisolaires de France, d'une capacité de 118 Mw en Haute-Vienne et qui sera mise en service en 2027.

Comme l'ensemble des acteurs de la filière, Valeco intègre l'impact écologique de ses installations. Ainsi, plus de 50 % de ses éoliennes sont équipés de SDA, c'est-à-dire un système radar de détection des oiseaux.

La société a également été la première à signer un contrat de fourniture d'électricité à un ensemble de neuf ETI basées en Nouvelle-Aquitaine. « *Valeco s'attache à faire bénéficier les entreprises locales d'électricité verte* », observe François Daumard, dont l'entreprise investit à présent fortement dans des projets de stockage de plusieurs centaines de Mw. « *Il faut, pour nous producteurs, être désormais en mesure d'éliminer le risque de rupture* », conclut le CEO.



François Daumard, CEO Valeco ©Valeco



Watteos, aménageur énergétique du territoire

« Nous travaillons main dans la main avec les collectivités pour qu'elles deviennent coactrices de leur politique énergétique », souligne Carlos Mesias, président de Watteos et du groupe Sowen. À Marseillan (Hérault) comme à Gruissan (Aude), la société pilote une initiative inédite : la création d'une société de production d'énergie photovoltaïque dont la commune est actionnaire. « C'est la première fois que des villes jouent ce double rôle d'actionnaire et de collectivité territoriale », précise-t-il. D'autres projets similaires sont ainsi menés à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), où l'énergie produite alimente les bâtiments publics, le surplus étant mis à disposition des habitants via un marché concessif de 30 ans unique à date.

Installée depuis octobre **dans le quartier Cambacérés**, Watteos renforce son ancrage territorial. Avec un portefeuille de 400 MW en développement et 40 M€ de projets financés, l'entreprise figure parmi les acteurs les plus dynamiques du secteur. Elle développe des projets de proximité, comme celui de Restinclières (Hérault), avec la couverture photovoltaïque d'un terrain de padel de 500 kW.

Carlos Mesias salue la création du cluster des énergies renouvelables : « Le territoire de Montpellier a toujours été pionnier dans les EnR. » Pour Watteos, ce cluster représente donc une opportunité majeure de coopération entre acteurs publics et privés. « Les EnR ont toute leur place ici, au même titre que le numérique ou la santé », insiste le président.

Watteos est la filiale du groupe Sowen, qui compte également l'entreprise Sireos, leader de la construction de centrales photovoltaïques de grande taille implantée également à Paris et à Milan. Le groupe poursuit aujourd'hui sa diversification vers « des solutions d'électrification des usages ».



Panneaux photovoltaïque ©Watteos



LE SOUTIEN AUX PÉPITES

Henera, l'incubateur dédié à la décarbonation

S'il existe en France et dans le monde de nombreux incubateurs centrés sur les cleantech, Henera s'en démarque par son partenariat public/privé, inédit. « *Ce qui le distingue des autres incubateurs, c'est la présence parmi ses fondateurs de deux acteurs internationaux de la transition énergétique, EDF et SLB, qui apportent tous deux leur expérience, leur savoir-faire et leur réseau aux porteurs de projet et créateurs d'entreprise lauréats* », confirme Yannick Fuchey, Innovation & Ecosystem manager de SLB.

Son avis est partagé le directeur de l'action régionale d'EDF en Occitanie : « *La création d'Henera, le tout premier incubateur de France dédié aux énergies décarbonées, est la concrétisation d'une ambition commune, affichée par ses trois créateurs, SLB, EDF et le BIC de Montpellier.* »

Accompagnant les créateurs d'entreprises innovantes dans le domaine des énergies décarbonées (production, stockage, distribution, pilotage, etc.), Henera propose un programme de haut niveau, gratuit, d'une durée de neuf mois et co-construit par ses trois partenaires. Les entreprises innovantes en création ou de moins d'un an peuvent y candidater.

La première promotion, dévoilée lors du salon VivaTech en mai 2024, comprenait trois lauréats : e-Ethylène, Renvo et Celest.Science. « *Nous avons bénéficié d'un accompagnement spécifique. La promesse d'Henera, c'est aussi de mettre le bon interlocuteur en face des problématiques que nous devons résoudre. Et cela nous a bien aidés à accélérer notre développement, grâce aux ressources qu'ont mises à notre disposition EDF, SLB et le BIC de Montpellier* », salut Léo Lemordant, le cofondateur avec Pierre Gentine de Celest.Science, dont la société a bouclé une levée de fonds de 2 M€ en avril 2025.

Henera vient à présent d'accueillir sa deuxième promotion, constituée d'autant de beaux projets : Anarion, Colvert, Ild Solutions et Look Up Géoscience.

Avec cette deuxième saison, Henera consolide son rôle d'incubateur des énergies décarbonées, pierre essentielle du Cluster des ENR.



L'incubateur Henera au BIC de Montpellier ©Gilles Lefrancq



SLB, les solutions expertes pour la décarbonation

Bientôt centenaire, mais toujours aussi innovant. Le groupe SLB, ex-Schlumberger, est un des leaders mondiaux des technologies énergétiques, dont le développement met à contribution ses équipes montpelliéraines, spécialisées dans le développement logiciel.

Fort de près de 200 collaborateurs, son site montpelliérain met son expertise au service de la transition énergétique et la décarbonation. Né du rachat en 2009 de la société innovante Techsia, créatrice de Techlog, un logiciel d'interprétation des données issues des puits de forage, le centre SLB montpelliérain déploie ainsi, parmi ses produits logiciels phares, de nouvelles solutions digitales pour la géothermie ou l'hydrogène naturel, il conçoit aussi des logiciels sur mesure pour la mise en place d'usines de l'industrie 4.0, telles que Genvia à Béziers, qui industrialise la technologie de rupture d'électrolyse haute température SOEC pour la production d'hydrogène bas carbone et dont SLB est cofondateur avec le CEA, VINCI Construction, Vicat et la Région Occitanie/Pyrénées Méditerranée.

En outre, ses équipes développent la partie digitale de la solution intégrée de Celsius Energy, filiale de SLB New Energy, tournée vers la géothermie de basse profondeur pour le chauffage et la climatisation des bâtiments.

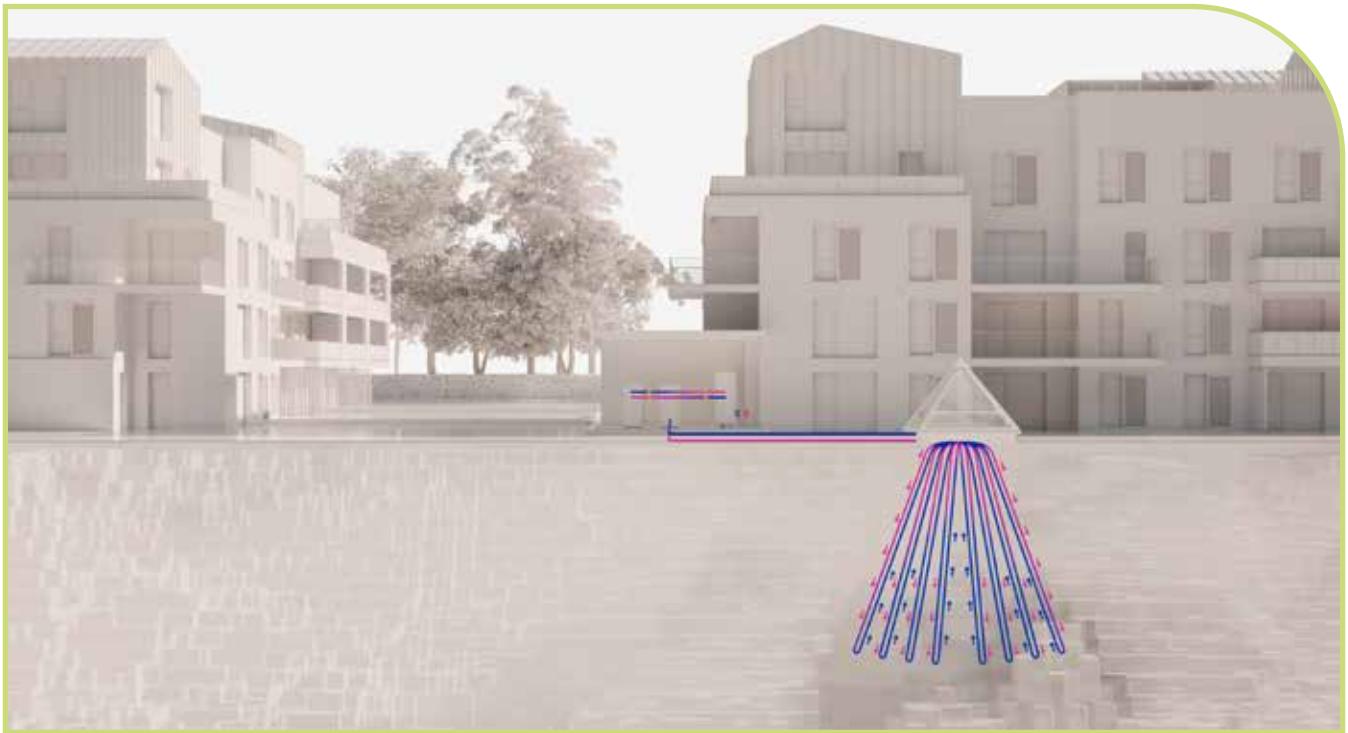
Il était de ce fait dans son ADN d'être co-porteur de l'incubateur Henera aux côtés du BIC de Montpellier et du groupe EDF. « Nous

croyons très fort aux partenariats public/privé et c'est le cas ici. En outre, l'incubateur s'inscrit dans une logique de production d'énergies décarbonée locale (ou glocal). Il faut agir désormais au niveau des territoires pour une souveraineté énergétique accrue. C'est pourquoi nous participons activement à la construction d'un écosystème sur l'Occitanie en jouant la force du collectif. Aujourd'hui, des acteurs internationaux regardent ce qui se passe sur notre territoire », souligne Yannick Fuchey, Innovation & Ecosystem manager de SLB.

Chargé de coordonner le groupe de travail Territoire démonstrateur et innovant (voir page 14), Yannick Fuchey conclut : « *Nous aurons réussi quand l'écosystème que nous contribuons à créer sera dupliqué ailleurs.* »

« Henera se distingue des autres incubateurs de par la présence de deux acteurs internationaux de la transition énergétique qui apportent leur expérience, leur savoir-faire et leur réseau aux porteurs de projet et créateurs d'entreprise lauréats. »





Celsius Energy @SLB



Celsius Energy @SLB



Celsius Energy Château de Pondre ©SLB

LA RECHERCHE ET LA FORMATION

Les EnR au cœur des enjeux de l'UIMM

L'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie (UIMM) représente et accompagne la filière des EnR depuis ses débuts. Cette organisation professionnelle, l'une des plus importantes en France, couvre non seulement des savoir-faire indispensables au développement de la filière (métallurgie, électronique de puissance, robotique, automatismes, capteurs, supervision...), mais également des talents à ces métiers actuels et futurs.

« Notre mission est de réindustrialiser la France et, dans notre région, le secteur des EnR et ses acteurs sont importants dans cette reconquête », rappelle Éric Fouillot, le président de l'UIMM Méditerranée Ouest et directeur des relations institutionnelles pour le groupe Qair France.

L'UIMM Méditerranée Ouest compte 190 entreprises adhérentes, pour 7 200 salariés, et elle met à la disposition de son secteur deux centres de formation, dont celui de Baillargues où se trouve également son siège. Son catalogue de formations est construit en consultant les entreprises dans le but de répondre à leurs besoins.

Voilà comment l'UIMM Méditerranée Ouest a mis sur pied un bachelor Maintenance Avancée : Énergies Renouvelables, un cursus destiné à former des techniciens post-bac, et une licence professionnelle Métiers de l'électricité et de l'énergie – Chargé d'affaires en ingénierie électrique et électronique (CAIEE), un parcours proposé à Baillargues qui intègre des enseignements en énergies nouvelles, génie climatique, électronique de puissance, entre autres.

Signataire de la Charte des EnR, adhérente du cluster des EnR et partie prenante du groupe de travail Emploi Formation.

L'UIMM Méditerranée Ouest devrait fusionner le 1^{er} janvier 2026 avec l'UIMM MP Occitanie. « Ce qui mettra à la disposition des entreprises de l'Occitanie Ouest, et notamment de celles des EnR, les savoir-faire industriels de l'aéronautique et du spatial », salue Éric Fouillot, avant d'ajouter : « L'IA et la cybersécurité sont également des enjeux majeurs et là aussi, nous accompagnerons les entreprises. » Développer l'industrie 4.0, un gage de souveraineté.



Bachelors Master EnR ©UIMM



Polytech, au service de la transition

« Les EnR forment un domaine transversal qui mobilise plusieurs de nos spécialités : l'électronique, l'eau, les matériaux, l'informatique... » Lionel Torres, le directeur de Polytech, inscrit son école d'ingénieurs dans une dynamique très forte autour de la transition énergétique et de la décarbonation.

Relevant de l'Université de Montpellier où Lionel Torres est également enseignant-rechercheur, Polytech répond donc aux attentes de l'écosystème en matière de compétences et de talents. « Ce secteur étant en pleine mutation, nous discutons notamment avec des acteurs comme EDF, ou encore GENIVIA pour adapter nos formations à leurs besoins », illustre-t-il. Et d'ajouter : « Nous participons aussi au groupe de travail Emploi Formation de la Métropole de Montpellier qui regroupe des entreprises, des acteurs académiques et toutes les parties prenantes de l'emploi dans le domaine des EnR. » A noter que Polytech est également signataire de la Charte des EnR du territoire, révélateur de sa volonté de participer au projet collectif.

Cette écoute est dans l'ADN de l'école. Polytech, d'où sortent près de 300 diplômés par an, apporte son expertise dans des projets industriels définis conjointement avec les entreprises, en y impliquant ses étudiants qu'elle sensibilise à l'entrepreneuriat.

Pol'Innov en est une autre démonstration. Ce challenge d'innovation durable permet à ses élèves ingénieurs de développer des projets innovants. « Sur dix ans, 3 % à 4 % d'entre eux ont créé leur entreprise à la sortie de l'école. Ce qui fait plus de 200 entreprises créées ces dix dernières années, notamment SWEEP dont l'objectif est d'aider à la décarbonation de l'industrie », souligne Lionel Torres.

Polytech anime également un club des partenaires qui compte une quarantaine de sociétés permettant de mobiliser plus de 300 professionnels, qui interviennent dans ses cours et conférences, et/ou en tutorat. Cela lui donne également une occasion de sonder les attentes des entreprises afin d'adapter ses formations pour mieux y répondre.

Polytech est également présente à l'international, à travers plus de 70 accords conclus avec des universités, telles que Cranfield University (Royaume-Uni), Université de Sherbrooke (Canada), Politecnico di Torino (Italie)...

Enfin, l'école s'attache aussi à développer des formations en cohérence avec les attentes de la société et porte une attention particulière au secteur de la transition énergétique et de la décarbonation. Ce qui se traduit par une représentativité d'Alumni de Polytech dans certaines entreprises de la filière : « De nombreux salariés d'Enercoop viennent de chez nous », rappelle Ahmad Mehdi, le directeur délégué aux partenariats.





Lionel Torres, directeur de Polytech ©Polytech



Ahmad Mehdi, directeur délégué aux partenariats ©Polytech

LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ET LES ASSOCIATIONS

Derbi-Cemater, un pôle de compétitivité dédié aux EnR

« Le rôle de notre pôle de compétitivité est de permettre aux entreprises de se rencontrer, de monter des consortiums, de répondre à des appels d'offres, d'innover ensemble pour gagner en compétitivité. » Stéphane Bozzarelli est le président délégué de Derbi-Cemater.

Fort de plus de 300 membres, ce pôle de compétitivité, implanté à Montpellier, Perpignan et Toulouse, a pour vocation d'accompagner l'innovation dans les secteurs de la transition énergétique et de structurer la filière des énergies renouvelables. Il labellise donc des projets innovants, accompagne les porteurs de projet, anime la filière et facilite les mises en réseau.

Derbi-Cemater est le fruit de la fusion en juin 2025 du cluster Cemater et du pôle de compétitivité Derbi, qui affichait au moment de cette opération 391 projets labellisés depuis 2005 dont 224 financés, représentant 546 M€ d'investissement dont 191 M€ d'aides publiques.

« Cette fusion a enraciné le pôle de compétitivité sur le territoire de Montpellier, là où est regroupé le plus grand nombre d'acteurs industriels dans la région Occitanie », souligne Stéphane Bozzarelli.

Membre du cluster des EnR et signataire de la charte d'engagement des EnR, Derbi-Cemater se mobilise sur les enjeux nationaux de la filière, en faisant également de l'Occitanie « un laboratoire

pour accélérer la sortie des projets ». « Nous n'avons pas le choix : il faut accélérer la transition énergétique et la décarbonation », rappelle-t-il en pointant l'atout de l'écosystème du territoire : « Il est unique en France, regroupant l'ensemble des filières des EnR et de la décarbonation. »



Photovoltaïque ©Derbi-Cemater



Le Pôle Mer Méditerranée décarbonne l'économie

Basé à La Seyne-sur-Mer dans le Var, mais si actif ici ! Le pôle de compétitivité Mer Méditerranée est très présent sur le territoire de Montpellier et en Occitanie, en étant notamment impliqué dans Wind'Occ, la démarche collective pour la filière de l'éolien en mer flottant, aux côtés d'AD' OCC, et du pôle de compétitivité Derbi-Cemater.

« S'il est fortement ancré sur les EnR, le territoire de Montpellier comporte d'importants opérateurs de l'éolien offshore, Qair, EnBW Valeco Offshore, Ocean Winds, des prestataires de services et il abrite un important écosystème universitaire et de recherche », commente Arthur Serment, chef de projet aux ressources énergétiques et minérales marines du Pôle Mer Méditerranée.

Labellisé en juillet 2005, ce pôle de compétitivité a pour mission de contribuer à une économie bleue durable et décarbonnée. Intervenant dans les régions Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie/Pyrénées-Méditerranée et Corse, il fédère un réseau de près de 500 adhérents (entreprises, laboratoires, acteurs de la formation, collectivités) autour de thématiques maritimes et littorales à forts enjeux sociétaux et environnementaux.

Disposant d'une antenne à Montpellier, il a accompagné dans la région les deux projets pilotes en éolien offshore flottant au large de Port-la-Nouvelle (Aude) : EolMed, porté par un consortium emmené par Qair, et EFGL, porté par un consortium emmené par Ocean Winds.

« Nous les avons labellisés comme projets structurants et nous avons contribué à animer la filière autour de ces projets », souligne Arthur Serment, notamment en organisant « des événements durant lesquels ces projets ont pu être valorisés ».

Mais, ce n'est pas tout. Car le pôle Mer Méditerranée co-organise le salon Floating Offshore Wind Turbines (FOWT), le plus grand événement mondial dédié à l'éolien offshore flottant, dont la prochaine édition se tiendra à Montpellier du 24 au 26 mars 2026.



Arthur Serment ©Pôle Mer Méditerranée



Le SER, soutien de poids à la dynamique du territoire

« L'évidence de la transition énergétique ne va plus de soi au niveau des pouvoirs publics nationaux. » Jules Nyssen, le président du Syndicat des Énergies Renouvelables, le dit tout net : les temps sont durs pour le secteur.

Dans ce contexte, son organisation professionnelle soutient toutes les dynamiques locales, favorables au déploiement des EnR, et notamment celle que les acteurs du territoire de Montpellier ont engagée et formalisée au travers de la charte des EnR (voir page 16).

« Une telle initiative sur un territoire est emblématique pour les EnR, comme Montpellier qui fait référence en France. Le SER la soutient », ajoute Jules Nyssen.

Principale organisation professionnelle française du secteur des énergies renouvelables, son syndicat regroupe près de 500 adhérents (grands groupes, PME, startups, structures de l'économie mixte, cabinets conseil, avocats ou laboratoires de recherche) actifs dans la production d'énergie renouvelable et dans les technologies associées. Et aujourd'hui, tous sont vent debout contre le recul des ambitions françaises en matière de transition énergétique et de décarbonation.

En juin dernier, le SER avait ainsi appelé les députés à rejeter la proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie, devenue à ses yeux un « texte d'irresponsabilité énergétique » après les amendements adoptés, dont un moratoire sur les énergies éoliennes et photovoltaïques. Ce texte a ensuite été repris par le Sénat dans les semaines suivantes.

Le SER fédère toutes les filières des énergies renouvelables, qu'il s'agisse de l'électricité renouvelable (éolien terrestre et maritime, solaire photovoltaïque, hydroélectricité, énergie marine...), de la

chaleur renouvelable (bois-énergie, géothermie, solaire thermique, réseaux de chaleur) ou du gaz et carburants renouvelables (biogaz, biocarburants et e-fuels). Soit autant de spécialités que l'on retrouve sur le territoire de Montpellier.

Et pour cause ! « Ses acteurs développent depuis toujours une culture de l'innovation et des solutions collectives. Ce d'autant plus que la transition énergétique y est encouragée depuis longtemps », observe Jules Nyssen.



Jules Nyssen ©SER



LES INSTITUTIONNELS

L'Occitanie, aussi, accélère sur les ENR

Devenir la première Région à énergie positive (REPOS) d'ici 2050. C'est la stratégie portée par la Région Occitanie, 2^{ème} région française en production d'énergies renouvelables. La collectivité entend ainsi diviser par deux la consommation d'énergie par habitant. Parmi les actions : encourager la rénovation énergétique des logements, développer le covoiturage ou l'autopartage, remplacer les carburants fossiles par des énergies renouvelables, développer de nouvelles pratiques dans les secteurs industriel et agricole... La Région veut également multiplier par trois la production d'énergies renouvelables d'ici 2050. Bois énergie, hydroélectricité, éolien, solaire ou encore géothermie, sont ainsi déployées sur le territoire occitan.

Dans le détail, la stratégie REPOS vise notamment à soutenir la structuration et le développement des filières énergies. Pour cela, la Région soutient le développement de la filière photovoltaïque à travers trois prismes : « *accueillir des leaders industriels pour la fabrication de panneaux photovoltaïques et le recyclage, permettre à l'Occitanie de devenir un centre d'intégration du photovoltaïque dans les territoires et pour les usages (photovoltaïque flottant, agri-voltaïsme), et favoriser le développement des réseaux intelligents et de l'autoconsommation* », détaille la Région Occitanie, présidée par Carole Delga. Outre le photovoltaïque, la collectivité œuvre également pour favoriser le déploiement de nouvelles filières, telles que l'hydrogène vert et l'éolien en mer flottant.

Derrière cette stratégie, l'impact économique est majeur : 100 000 emplois devraient être créés dans les filières renouvelables d'ici 2050. Le territoire occitan compte 28 000 emplois dans les énergies renouvelables, répartis dans 640 entreprises. Parmi elles : Enercon (Aude), Tenesol (Hérault), Lhyfe (Haute-Garonne), Tecsol (Pyrénées-Orientales), Genvia (Hérault), EcoTech Ceram (Haute-Garonne)... Sans concurrencer cette stratégie ré-

gionale, le cluster des énergies renouvelables du territoire vient en complémentarité. Objectifs de ce dernier : rassembler les acteurs locaux, favoriser l'émergence de projets et servir de terrain d'expérimentation.

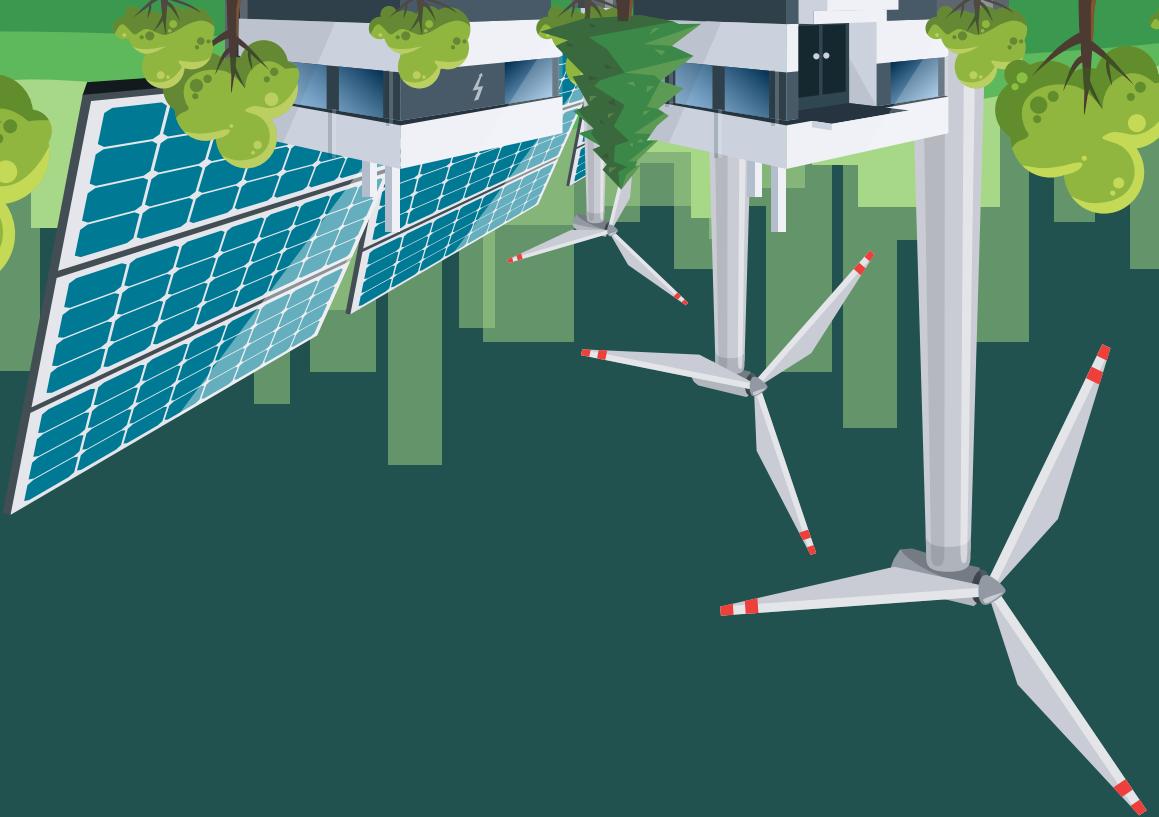


Pose de panneaux photovoltaïques ©Région Occitanie



**Ici, les acteurs de l'énergie
se tournent vers
des solutions durables**





**Here, energy stakeholders
are turning towards
sustainable solutions**